

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IMA/INV/4

21 juin 1995

(95-1623)

Accord international sur la viande bovine

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA VIANDE

Inventaire des politiques intérieures et des mesures commerciales

Colombie

Les parties sont convenues de fournir "des renseignements sur leurs politiques intérieures et leurs mesures commerciales dans le secteur bovin, y compris les engagements bilatéraux et plurilatéraux" et de donner "le plus tôt possible, notification de toutes les modifications apportées à ces politiques et mesures qui seraient susceptibles d'affecter le commerce international de la viande bovine et des animaux vivants de l'espèce bovine" (article III:3). Le Secrétariat "établira et tiendra à jour un inventaire de toutes les mesures affectant le commerce de la viande bovine et des animaux vivants, y compris les engagements résultant de négociations bilatérales, plurilatérales ou multilatérales" (article III:4).

Les documents contenant les réponses au questionnaire sur les politiques intérieures et les mesures commerciales sont distribués sous la cote IMA/INV. Ils feront, au fur et à mesure des notifications, l'objet de révisions.

PARTIE A. RENSEIGNEMENTS SUR LES POLITIQUES INTERIEURES ET LES MESURES COMMERCIALES

PRODUCTION

En Colombie, les élevages de bétail de boucherie pratiquent l'élevage extensif (85 pour cent), semi-intensif (11 pour cent) et intensif (4 pour cent). Ces 800 000 exploitations au total, d'une superficie moyenne de 30 hectares, représentent une superficie totale de 27 millions d'hectares pour un cheptel d'environ 24 millions de têtes. La valeur totale de la production de bovins en 1994 a été de 35 910 millions de pesos (pesos de 1975).

L'élevage bovin représente 20,6 pour cent de la production agricole totale et 60,7 pour cent de la production animale. Les autorités mettent en place à l'heure actuelle des mesures destinées à relancer la production pour tenter de surmonter la phase critique que traverse ce secteur en raison du climat de violence et d'insécurité qui règne, surtout dans les campagnes.

Près des deux tiers des terres disponibles sont consacrés à l'élevage du bétail, secteur dans lequel on observe une grande diversité de systèmes de production (27 millions d'hectares).

En ce qui concerne l'utilisation et la production du cheptel existant, les bêtes sont destinées à trois types de production bien définis, à savoir: production de lait spécialisé 1,5 million de têtes, production de viande 5,5 millions de têtes et cheptel laitier et mixte 17 millions de têtes.

POLITIQUES

Pour ce qui est des mesures directes ou indirectes appliquées actuellement par le gouvernement, il faut mentionner notamment le Système national de classification et de normalisation des quartiers et découpes de viande de boeuf, fondé sur des normes générales de rendement et de qualité, qui permettra d'établir une échelle de prix de nature non seulement à stimuler et à améliorer la production, mais aussi à moderniser la commercialisation et à encourager la consommation.

Sur cette base, les associations d'éleveurs, les entreprises frigorifiques et les fonds destinés aux éleveurs pourront mettre en place leur structure propre de façon à segmenter le marché de la viande, en tenant compte du revenu disponible des consommateurs. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural soutient les initiatives du secteur privé à cet égard.

La modernisation du système devrait se traduire par une amélioration des prix à la production, la rémunération étant fonction de la qualité, et par une stabilité des prix à la consommation, modulés selon la catégorie et la qualité. A moyen terme, les incitations économiques devraient amener les éleveurs à mieux investir dans l'acquisition de moyens techniques et à s'efforcer d'accroître la productivité.

Parallèlement au système de classification des quartiers de viande, on a entrepris d'élaborer un système national d'information sur les prix et les marchés. L'idée est d'offrir aux producteurs des points de repère et des informations de première main qui permettent aux utilisateurs d'effectuer leurs transactions commerciales sur la base de prix représentatifs, qui se répercuteront dans les principaux centres de commercialisation de produits agricoles du pays, assurant ainsi la transparence des marchés.

De même, la promulgation par le Congrès de la République de la Loi n° 101 de 1993, ou Loi générale de développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, élaborée avec le soutien du secteur agricole, a permis de mettre en oeuvre des mesures de relance à court terme et de développement durable à moyen et long terme. La politique suivie vise les objectifs suivants: protéger la production

de produits alimentaires, accroître l'efficacité et la compétitivité de la production, adapter le secteur à l'internationalisation de l'économie, stimuler la modernisation du système de commercialisation des produits agricoles et halieutiques, assurer un volume de crédits suffisant, favoriser le développement technologique et promouvoir le renforcement de la politique sociale dans le secteur rural.

Dans le cadre des possibilités offertes par la Loi n° 101 de 1993, des mécanismes dynamiques de modernisation des procédés de production et des méthodes de commercialisation ont été créés, en particulier l'ICR (aide à la capitalisation rurale), qui améliore les possibilités de financement des projets porteurs et conformes au modèle de modernisation, de compétitivité et de durabilité du secteur agricole.

Dans le but de moderniser les méthodes d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits agricoles, le Ministère de l'agriculture et du développement rural, à travers l'Office de commercialisation des produits agricoles (IDEMA), a créé le fonds EMPRENDER ("ENTREPRENDRE"), pour financer les projets de cette nature présentant la caractéristique de constituer un capital à risques.

Le Ministère de l'agriculture et du développement rural a également pris l'initiative d'un programme de développement alternatif pour les zones où sont pratiquées des cultures illicites, avec une participation des fonds destinés aux éleveurs. L'idée est d'offrir des lignes de crédit à des conditions très favorables et faciles à obtenir pour la création d'élevages à titre d'activité de substitution.

Le Fonds national d'encouragement de l'élevage, créé en vertu de la Loi n° 89 du 10 décembre 1993, a fixé la part des crédits destinés à encourager la production de viande et de lait; ceux-ci servent essentiellement à moderniser le système de commercialisation de la viande et du lait, à soutenir les exportations de bétail, de viande et de lait, à mettre en place l'infrastructure de base et à financer des programmes et projets de recherche, de développement technologique, de promotion de l'élevage, de promotion et de développement de la consommation de viande et de création d'entreprises industrielles et commerciales.

CREDIT

En ce qui concerne le crédit, la Loi n° 16 de 1990 a créé le Système national de crédit agricole, comprenant la Commission nationale de crédit agricole en tant qu'instrument de politique du Ministère de l'agriculture et du développement rural, et la FINAGRO en tant qu'instrument d'exécution, en vue de simplifier les procédures et de favoriser une plus grande souplesse.

Dans ce domaine, on peut mentionner notamment l'ouverture de lignes de réescompte pour les activités suivantes: stockage, commercialisation et transformation primaire des récoltes et des produits de l'élevage et de la pêche par les producteurs, acquisition et aménagement de terres, accroissement du cheptel, conservation des vaches pour la reproduction et aménagement des exploitations, construction et exploitation de systèmes frigorifiques et financement de la commercialisation par l'intermédiaire des bourses de produits agricoles.

Le montant global accordé en 1994, sans compter les bons de garantie (192 milliards) a représenté 600 794,4 millions de pesos, en hausse de 36 pour cent par rapport aux 440 780,1 millions de pesos accordés l'année précédente. Sur ce total, 291 252,6 millions de pesos (48,4 pour cent) étaient destinés à des crédits d'exploitation et 309 541,8 millions de pesos (51,6 pour cent) à des crédits d'investissement.

Le secteur de l'élevage bovin a reçu en 1994 1 840 millions de pesos de crédits d'exploitation et 15 950 millions de pesos de crédits d'investissement pour un total de 17 790 millions de pesos.

SANTE VETERINAIRE

La campagne de prévention et d'éradication de la fièvre aphteuse se poursuit et on s'efforce d'étendre la zone exempte de la maladie (URABA) grâce au renforcement du programme ICA-USDA. A l'heure actuelle, deux zones ont été déjà déclarées exemptes (zone n° 1 Urabá Chocoano, zone n° 2 Urabá Antioqueño), les travaux dans les zones n° 3, 4 et 5 n'étant pas encore terminés. Le programme couvre une zone de 4,5 millions d'hectares sur lesquels paissent quelque 4,5 millions d'animaux appartenant à 45 000 éleveurs. Le programme est financé à égalité par le gouvernement des Etats-Unis et par le gouvernement colombien, avec des crédits de 4 037 millions de pesos.

En outre, le Ministère de l'agriculture et du développement rural, en coopération avec l'ICA (Institut colombien de l'agriculture) a entrepris des démarches auprès de l'OIE (Office international des épizooties) afin que cet organisme, après une visite d'inspection, inclue la Colombie dans le groupe des pays partiellement exempts de fièvre aphteuse.

Après avoir obtenu l'attestation de l'OIE, la Colombie demandera, eu égard à l'Accord international sur la viande bovine, la levée de cet obstacle sanitaire afin que celui-ci ne la limite plus dans sa recherche de nouveaux marchés, en particulier dans les pays exempts de fièvre aphteuse.

Le Ministère de l'agriculture et du développement agricole, à travers la Direction générale de l'élevage, a entrepris avec l'ICA (Institut colombien de l'agriculture), la CORPOICA (Corporation colombienne de la recherche agricole), la VECOL (Entreprise colombienne de produits vétérinaires), la FEDEGAN (Fédération colombienne des éleveurs), le Fonds national d'encouragement de l'élevage, les fonds destinés aux éleveurs, les associations de producteurs et les entités régionales et locales, une stratégie agressive tendant à renforcer les programmes de prévention et de contrôle existants ainsi qu'à développer une culture sanitaire chez les producteurs éleveurs, l'accent étant mis sur la fièvre aphteuse.

Pour cela, il a été créé au niveau national un Comité interinstitutions chargé de coordonner les actions réalisées au niveau départemental.

On a également élaboré une méthodologie pour permettre aux Comités départementaux, sous la conduite de l'Institut colombien de l'agriculture, d'engager leurs actions en tenant compte des dates des campagnes de vaccination contre la fièvre aphteuse.

En ce qui concerne les autres programmes sanitaires sur l'ensemble du territoire national, des campagnes d'éradication de la brucellose, de la rage bovine, des maladies vésiculeuses et de la tuberculose, financées et exécutées par l'ICA, ont été engagées.

En matière d'inspection sanitaire, le Ministère de la santé et les municipalités effectuent des inspections sanitaires dans les abattoirs aussi bien pour les bêtes sur pied que pour les carcasses. L'autorisation de l'ICA est nécessaire pour le transport des bêtes sur pied; il existe en outre des services d'inspection sanitaire dans les abattoirs qui travaillent pour l'exportation.

PARTIE C. RENSEIGNEMENTS SUR LES ACCORDS BILATERAUX OU PLURILATERAUX
CONCERNANT LES ANIMAUX DE L'ESPECE BOVINE ET LES VIANDES ET
ABATS D'ANIMAUX DE L'ESPECE BOVINE

Dans le cadre de la politique d'ouverture de l'économie aux marchés internationaux lancée par le gouvernement, le secteur agricole a été étroitement associé au processus d'intégration avec d'autres pays et marchés, notamment dans le cadre du G-3, aux côtés du Mexique et du Venezuela, du Groupe andin, des Caraïbes et du CARICOM, ainsi qu'à travers des accords de complémentarité économique avec le Chili et l'Argentine, le secteur privé étant activement associé au processus de négociation. Il a été envisagé et il a été effectivement entrepris des initiatives tendant à promouvoir les accords d'intégration économique et commerciale avec le MERCOSUR et les accords commerciaux ont été renforcés afin d'harmoniser entre autres les politiques agricoles, commerciales et sanitaires et les politiques de transport, de progresser ainsi vers la mise en place de zones de libre-échange et de poser les bases d'une zone douanière commune.

Au niveau du Groupe andin, l'harmonisation des politiques tarifaires a bien progressé avec l'adoption du Tarif extérieur commun et du Système andin de fourchettes de prix.

En ce qui concerne la politique actuellement appliquée par la Colombie en matière de droits de douane (voir tableau), il convient de noter que diverses modifications ont été apportées ces trois dernières années, par suite de la politique d'ouverture de l'économie nationale et des négociations bilatérales que la Colombie a engagées avec des pays voisins comme le Venezuela, avec lequel est en vigueur depuis février 1992 le Tarif harmonisé commun. Depuis le mois d'octobre 1992, des accords tarifaires avec l'Equateur, dans le cadre du Groupe andin, sont en vigueur. En outre des accords d'intégration ont été conclus avec le Mexique et le Venezuela, dans le cadre du G-3, ainsi que des accords de complémentarité économique avec le Chili et l'Argentine. Les négociations bilatérales sont également relancées avec le Pérou qui, traditionnellement importateur de viande de boeuf colombienne, n'a effectué en 1993 aucune importation de ce genre. En outre, la Colombie a certaines préférences tarifaires avec les Etats-Unis.

Il est un autre facteur qui influe sur la productivité, l'efficacité économique et la compétitivité de l'agriculture, et de l'élevage bovin en particulier, à savoir les programmes de recherche et de transfert de technologie en matière agricole, élément moteur de la transformation nécessaire de l'agriculture nationale. La politique de recherche-développement sera axée sur l'élaboration de technologies qui permettent de réduire les coûts de production et d'améliorer la productivité et la compétitivité du secteur, notamment grâce au lancement du Système national de transfert de technologie (SINTAP), qui a des antennes dans les communes et qui permet un meilleur contact avec les utilisateurs grâce à l'existence de services municipaux d'assistance technique mis en place afin de tirer parti efficacement des ressources financières et techniques de chaque localité.

Parmi les institutions créées pour promouvoir les exportations figurent la BANCOLDEX (Banque du commerce extérieur) qui a pour objet de financer les projets relatifs à l'exportation de nouveaux produits et de développer les marchés extérieurs grâce à l'octroi de crédits. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural comprend une Commission nationale de l'élevage, organisme consultatif chargé de favoriser la concertation entre les divers agents économiques intervenant dans ce secteur.

CERT et positions tarifaires de la NANDINA (Colombie)
Animaux vivants, viandes et abats

		Droit de douane	Cert.
0102100000	Animaux de l'espèce bovine, reproducteurs de race pure	5,0	0,0
0102909090	Animaux de l'espèce bovine sur pied	10,0	0,0
0103100000	Animaux de l'espèce porcine, reproducteurs de race pure	5,0	0,0
0103820080	Porcs sur pied	10,0	0,0
0105110000	Coqs et poules d'un poids n'excédant pas 185 g	5,0	5,0
0105190000	Autres	5,0	5,0
0105910000	Coqs et poules	10,0	0,0
0105990000	Autres	10,0	0,0
0201100000	Viandes des animaux de l'espèce bovine, en carcasses ou demi-carcasses, fraîches ou réfrigérées	20,0	0,0
0201200000	Viandes des animaux de l'espèce bovine, en morceaux non désossés, fraîches ou réfrigérées	20,0	0,0
0201300000	Viandes des animaux de l'espèce bovine, désossées, fraîches ou réfrigérées	20,0	0,0
0202100000	Viandes des animaux de l'espèce bovine, en carcasses ou demi-carcasses, congelées	20,0	0,0
0202200000	Viandes des animaux de l'espèce bovine, en morceaux non désossés, congelées	20,0	0,0
0202300000	Viandes des animaux de l'espèce bovine, désossées, congelées	20,0	0,0
0203110000	Viandes des animaux de l'espèce porcine, en carcasses ou demi-carcasses, fraîches ou réfrigérées	20,0	0,0
0203120000	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, frais ou réfrigérés	20,0	0,0
0203190000	Autres	20,0	0,0
0203210000	Viandes des animaux de l'espèce porcine, en carcasses ou demi-carcasses, congelées	20,0	0,0
0203220000	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, congelés	20,0	0,0
0206100000	Abats comestibles des animaux de l'espèce bovine, réfrigérés ou congelés	20,0	0,0
0206210000	Langues des animaux de l'espèce bovine	20,0	0,0
0208220000	Foies des animaux de l'espèce bovine	20,0	0,0
0206300000	Abats des animaux de l'espèce porcine, frais, réfrigérés ou congelés	20,0	0,0
0207100000	Volailles non découpées, fraîches, réfrigérées ou congelées	20,0	0,0
0207210000	Coqs et poules	20,0	0,0
0207220000	Dindes destinées à la consommation	20,0	0,0
0302000000	Poissons frais ou réfrigérés	20,0	5,0
0303000000	Poissons congelés	20,0	5,0
0304100000	Filets de poissons réfrigérés	20,0	5,0
0304200000	Filets de poissons congelés	20,0	5,0
0304900000	Autres	20,0	5,0
0407001000	Oeufs à couvrir	5,0	5,0
0407002000	Oeufs destinés à la production de vaccins	5,0	5,0
0407009000	Autres (destinés à la consommation)	20,0	5,0